

TRIBUNES 2016

● Mars

Pour un droit d'interpellation citoyen

C'était un de nos engagements de campagne : nous avons proposé d'instaurer un droit d'interpellation citoyen, qui aurait obligé d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil régional toute question portée par au moins 10.000 habitant-e-s de la région de plus de 16 ans. Un amendement rejeté unanimement par la droite et le centre.

Motif invoqué ? Un risque d'affaiblissement du pouvoir des élu-e-s. Qui traduit surtout une crainte du débat public. Ouvrir la voie à plus de démocratie participative, c'est selon nous un impératif de renouvellement de notre système politique.

● Avril

Plus de soutien pour les conversions vers le bio

Les crises de l'agriculture industrielle et la pollution aux pesticides qu'elle génère, conduisent à une vague sans précédent de conversions vers le bio (+10 000 ha en 2015 dans la Région) et une forte attente citoyenne pour les produits bio.

Le bio local est bénéfique pour la santé, la qualité de l'eau, de l'air, de la biodiversité et l'emploi agricole local et durable.

Aujourd'hui, les fonds prévus par la Région et l'Etat ne suffisent pas pour accompagner les besoins et demandes en conversion. Il faut mobiliser d'urgence de nouveaux financements.

● Mai

Mobilité : Innover et expérimenter

L'esquisse du plan routier d'intérêt régional ressort les vieilles recettes comme les franchissements de la Loire alors qu'aujourd'hui l'urgence est d'investir sur le train et les déplacements alternatifs (ex. : rénovation de la ligne Nantes-Bordeaux). Notre priorité est d'assurer un maillage du territoire en favorisant l'intermodalité (voiture-vélo-train-cars) et en proposant de nouveaux dispositifs telle l'expérimentation du Chronobus en zone rurale. Car c'est dans des solutions innovantes que résident les réponses aux besoins des territoires et aux enjeux climatiques.

● Juin

Gel du vignoble : agissons pour soutenir la filière

Face à l'ampleur des dégâts causés par le gel ce printemps (production détruite, exploitation en danger), nous demandons pour notre vignoble la mise en place d'un groupe de travail sur la mutualisation des risques liés au climat, en concertation avec l'ensemble des acteurs de la filière viticole et les départements concernés.

- **Juillet**

NDDL : Coûts cachés et devoir de vérité

De lourdes inconnues persistent dans le chiffrage de l'aéroport NDDL : sous-estimation du coût de la plateforme, non prise en compte de dépenses telles que la réalisation d'un tram-train, d'une ligne grande vitesse ou la construction de deux ponts. Or, près de la moitié de ces coûts serait financée par les collectivités et l'État, donc par les contribuables. Selon les experts ces infrastructures se chiffrent dans une fourchette entre 3 et 6 milliards d'€ ! Nous continuerons donc à dénoncer les mensonges du dossier en sortant de cette impasse par la vérité.

- **Septembre**

Lycées et CFA : Non aux coupes budgétaires !

Les lycées et CFA doivent offrir les meilleures conditions de scolarité, dans une ambiance sereine pour les agents et enseignants. Or, la région multiplie les bâtiments démontables dans les lycées et reporte des travaux importants. La vie quotidienne est atteinte : le lycée de Segré a vu son projet-pilote de restauration locale et biologique, remis en cause par la région. Les élus écologistes et citoyens se mobilisent pour faire des formations et des enseignements la priorité préparant l'avenir professionnel de nos enfants.

- **Octobre**

Chèques-cadeaux à l'industrie agro-alimentaire : ça suffit !

En trois mois, la majorité Retailleau a signé un chèque-cadeau d'un million d'euros à l'industrie agro-alimentaire. Démesuré car ces groupes prévoient de gros bénéfices pour ces projets subventionnés et aberrant car ces subventions alimentent un modèle productiviste dépassé qui détruit l'emploi agricole, la biodiversité, la qualité de l'eau, la santé. Et tout cela aux frais des contribuables ! Nous exigeons de revoir en profondeur les règles d'attribution des aides, et prioriser les investissements vertueux et d'avenir.

- **Novembre**

Plus d'écologie, c'est plus d'emplois !

Créer 55 000 emplois dans la Région en faisant rimer économie et écologie, c'est possible. Comment ? En relocalisant les productions, en développant les échanges locaux, le partage et la collaboration, l'agriculture biologique, en investissant massivement dans les énergies renouvelables et la rénovation énergétique des logements, en soutenant l'économie circulaire, sociale et solidaire, en mettant en place une stratégie ambitieuse de formation aux métiers d'avenir. Ce projet concret est à portée de main, la majorité régionale saura-t-elle s'en saisir ?